

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
3	Faible adhésion des parties prenantes institutionnelles (manque de leadership, résistance au changement, absence de coordination interinstitutionnelle)	H	H	Sensibilisation et renforcement de capacités continue des parties prenantes institutionnelles en référence aux études de potentiel réalisées Renforcer le dialogue politique et le suivi stratégiques par l'Union européenne et ses représentants, auprès des différents ministères concernés, au-delà du ministère de l'Energie, et pouvant avoir un rôle de leadership, tel que le ministère en charge de l'Environnement.
1	Manque de capacité des organisations bénéficiaires pour mettre en œuvre les actions	H	M	Renforcer l'assistance technique portant sur les capacités.
3	Engagement budgétaire insuffisant du gouvernement dans les secteurs visés par l'Action, ne permettant pas de garantir la pérennité de l'Action une fois le programme terminé	H	H	Placer la mobilisation budgétaire de l'Etat (additionalité) au cœur des actions de renforcement institutionnel à travers le dialogue politique. Engager le ministère en charge du budget. Renforcer la sensibilisation et le plaidoyer. Utiliser les engagements régionaux (CEDEAO) et internationaux (climat) comme leviers.
1	Aggravation de la crise sanitaire suite à la pandémie Covid-19	M	M	Les équipes suivront les recommandations officielles en matière de santé et travail. Monitoring continue de la situation sanitaire dans le pays. Mise en place d'un système d'alerte précoce.
3	Manque d'intérêt et pouvoir d'achat ou d'investissement limité des consommateurs et des entreprises pour les produits de cuisson propre et la valorisation de leurs déchets	F	M	Stimulation de l'intérêt à travers des campagnes d'information et de sensibilisation. Amélioration des conditions-cadres. Dissémination de connaissances, expériences et leçons apprises. Sensibilisation du secteur privé
4	Faible intérêt (suite aux pesanteurs socio-culturelles) de travailler sur la promotion de l'égalité de genre et des droits humains	M	M	Renforcement de capacités et communication/sensibilisation en faveur d'un climat/environnement favorables à l'approche genre et l'approche fondée sur les droits humains. Rendre visible la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (2020-2024)
5	Manque d'intérêt du secteur financier pour financer le secteur privé	M	H	Les activités d'information et de formation prévues pour améliorer les conditions-cadres et les actions de